

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI AVL ENTREPOTS

Voie des Hérons - Jalon portuaire 5555
76310 Sainte-Adresse

Références : 20260408_ACP disponibilité moyens eau incendie
Code AIOT : 0005801157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement SCI AVL ENTREPOTS implanté Voie des Hérons - Jalon portuaire 5555 76310 Sainte-Adresse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 8 avril 2026 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale de vérification de la disponibilité des moyens en eau incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI AVL ENTREPOTS
- Voie des Hérons - Jalon portuaire 5555 76310 Sainte-Adresse
- Code AIOT : 0005801157

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AVL est un entrepôt de stockage de matières combustibles d'environ 63000 m³ et composé de 2 cellules occupées aujourd'hui par un locataire unique.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 23 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 13 de l'annexe II	Demande d'action corrective	6 mois
6	Stockage de matières dangereuse / FDS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.1	Sans objet
5	Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 22 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de défense incendie sont globalement suffisants (poteaux et réserve de sprinklage conformes). Toutefois, les actions correctives suivantes sont attendues :

- mettre à jour et afficher les plans d'évacuation ainsi que le plan des moyens de défense incendie ;
- transmettre le plan de défense incendie à jour du site ;
- justifier que le débit simultané des poteaux incendie permet d'atteindre le débit total minimal requis ;
- lever la non-conformité relative à la gaine fixée à une ligne de sprinklage ;
- mettre à jour la fiche de données de sécurité (version récente) et compléter l'étiquetage des produits (coordonnées du fournisseur).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213). Ces poteaux sont placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.
Constats : Trois poteaux sont présents autour du site et sont accessibles depuis la voie publique, à moins de 5 mètres de celle-ci. Parmi eux, deux poteaux sont situés à moins de 200 mètres de l'établissement, tandis qu'un troisième se trouve à moins de 100 mètres. Bien que ces poteaux soient uniquement accessibles depuis la voie publique, deux d'entre eux sont implantés sur la parcelle cadastrale du site. L'exploitant a indiqué qu'auparavant, la commune assurait le suivi de ces poteaux, mais qu'elle lui a récemment précisé que cette responsabilité lui incombe désormais. Par ailleurs, une cuve de sprinklage d'un volume de 426 m ³ est présente sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 23 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Le plan de défense incendie comprend : ...

- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- ...
- les mesures particulières prévues au point 22.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan sur site indiquant l'emplacement des poteaux incendie et de la réserve de sprinklage. Néanmoins, ce plan n'est pas affiché et les plans actuellement affichés sur site (plan d'évacuation, emplacement des extincteurs et des RIA) ne sont pas à jour.

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas vérifié si l'exploitant disposait sur site d'un plan de défense incendie. Lors des échanges suite à la visite, l'exploitant a indiqué que son locataire (qui loue l'ensemble du bâtiment) en possède un et s'est engagé à le transmettre rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : l'exploitant mettra à jour les plans d'évacuation du site et affichera le plan indiquant l'emplacement des moyens de défense incendie.

Demande 2 : l'exploitant transmettra le plan de défense incendie à jour du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau

Prescription contrôlée :

Le débit minimum de chacun des poteaux est de 60 m³ / heure sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62 200).

Le débit total de ces poteaux d'incendie est au minimum de 240 m³ / heure compte tenu de la division en 2 cellules du bâtiment.

Constats :

Par courriel du 18/03/2026, l'exploitant a transmis un rapport de mesure des débits des trois poteaux incendie proches du site. Les débits sont les suivants :

- PI n°541 (situé voie des Hérons, au nord-ouest du site, à moins de 100 m) : débit de 161 m³/h ;
- PI n°542 (situé voie des Hérons, au sud-ouest du site, à moins de 200 m) : débit de 131 m³/h ;
- PI n°543 (situé voie des Hérons, au sud-est du site, à moins de 200 m) : débit de 151 m³/h.

Les débits mesurés respectent l'article 4.3.1 de l'AP du 10/07/2002 (débit minimum de chacun des poteaux de 60 m³/h et débit total minimal de 240 m³/h). Néanmoins, les mesures n'ont pas été réalisées en simultané.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 3 : l'exploitant justifiera que le débit simultané des poteaux incendie proches du site permet d'atteindre un débit total minimal de 240 m³/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Disponibilité du sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 13 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage

Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Par courriel du 18/03/2026, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations d'extinction automatique incendie, daté du 26/02/2025. Celui-ci ne relève pas de non-conformité susceptibles de mettre en échec l'installation. Il mentionne néanmoins 8 non-conformités.

Parmi celles-ci :

- six concernent un mauvais positionnement des têtes de sprinklage dans les bureaux. Toutefois, ni l'arrêté préfectoral du 10/07/2002, ni l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux entrepôts couverts (rubrique 1510) n'imposent un système d'extinction automatique dans les bureaux. De plus, ces locaux étaient inoccupés lors de la visite d'inspection ;
- une non-conformité concerne l'absence de connecteur anti-intrusion sur l'un des deux vantaux d'entrée du local sprinklage (le plus petit). Toutefois, l'ouverture de ce vantail

secondaire n'est possible qu'après ouverture du vantail principal qui est équipé d'un connecteur ;

- une non-conformité concerne une gaine fixée à une ligne de sprinklage, à proximité de la toiture. Cette gaine passe néanmoins au-dessus des têtes de sprinklage. Cette non-conformité apparaît pour la première fois dans le rapport de 2026.

L'exploitant a également transmis un rapport d'inspection de la réserve d'eau alimentant le système d'extinction automatique incendie. Ce rapport ne relève aucune non-conformité et mentionne qu'un nettoyage par robot a été réalisé pour retirer du sable présent au fond de la membrane.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : l'exploitant lèvera la non-conformité relevée dans le rapport de vérification de l'extinction automatique incendie concernant la gaine fixée à une ligne de sprinklage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 22 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Constats :

Par courriel du 18/03/2026, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) ainsi que des extincteurs, datés du 17/10/2025. Les installations sont jugées en bon état de fonctionnement. Le registre n'a pas été consulté lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage de matières dangereuse / FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article / point 1.4 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de données de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant stocke majoritairement dans ses cellules des pièces métalliques emballées dans des caisses en bois. Le jour de la visite, l'inspection a néanmoins relevé la présence de 15,6 tonnes de produits dangereux pour l'environnement. L'exploitant a fourni de la fiche de données de sécurité (FDS) correspondante . Celle-ci indique 3 mentions de dangers :

- H351: Susceptible de provoquer le cancer par inhalation,
- H400: Très toxique pour les organismes aquatiques,
- H410: Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Ce produit relève de la rubrique 4510 de la nomenclature ICPE ; toutefois, le seuil de déclaration est fixé à 20 tonnes.

Langue et version de FDS à jour

La FDS est en français. La version de la FDS fournie date du 12/05/2022. Il est nécessaire de demander au fournisseur une version plus récente (au minimum moins de 3 ans).

Étiquetage

L'étiquetage des fûts mentionne les dangers, les conseils de prudence et les pictogrammes conformément à la rubrique 2.2 (« éléments d'étiquetage ») de la FDS. Néanmoins:

- l'intitulé des mentions de dangers et des conseils de prudence est en anglais et devrait être dans la langue officielle du pays dans lequel le mélange est mis sur le marché, à savoir en français (article 17.2 du règlement européen CLP). Le fait qu'ils le soient en anglais constitue une non-conformité incombant à l'importateur du mélange depuis le pays extra européen.
- le code alphanumérique des mentions de danger n'est pas indiqué. L'étiquette doit comporter les mentions de danger pertinentes conformément à la classification des substances ou mélanges dangereux, c'est à dire le code alphanumérique en Hxxx (article 21.1 du règlement européen CLP). L'absence de la mention de danger CLP du mélange constitue en soi une non-conformité.
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur ne sont pas indiqués, ce qui n'est pas conforme au règlement (CE) n°1272/2008 du 16/12/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage.

Mesure de lutte contre l'incendie

La FDS indique que « le produit lui-même ne brûle pas » et qu'il convient d'utiliser des moyens d'extinction appropriés aux conditions locales et à l'environnement proche. Les moyens incendie du site (RIA, extincteurs, sprinklage et poteaux incendie) sont donc adaptés.

Précautions pour la protection de l'environnement

La FDS précise que le produit ne doit pas être déversé dans des eaux de surface ou dans les égouts. Cette précaution est cohérente avec la prescription de l'article 3.1.3 de l'AP du 10/07/2002 (« le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit »).

Manipulation et stockage

La FDS indique que le produit doit être conservé hermétiquement fermé dans un endroit sec et frais, à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux. Le jour de la visite d'inspection, ces conditions de stockage étaient respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande 5 : l'exploitant contactera son fournisseur pour lui demander de mettre en conformité les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettre une version récente de la FDS (moins de 3 ans) • ajouter sur l'étiquetage des produits: <ul style="list-style-type: none"> - les mentions de dangers et des conseils de prudence en français, - le code alphanumérique des mentions de danger (Hxxx), - le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur sur l'étiquetage des produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois